

Le cas de Green Resources en Ouganda

Molly Kane

Number 777, March–April 2015

Halte au capitalisme vert

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/73700ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (print)

1929-3097 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Kane, M. (2015). Le cas de Green Resources en Ouganda. *Relations*, (777), 20–20.

L'auteure est chercheuse en résidence au Centre interdisciplinaire de recherche en développement international et société (CIRDIS) de l'UQAM

Le cas de Green Resources en Ouganda

MOLLY KANE

Au Nord comme au Sud, une part croissante des populations revendique la démocratisation de l'économie comme seul véritable moyen de favoriser une gestion des ressources qui valorise la vie dans son intégralité. Mais c'est au Sud, notamment dans les pays africains, que les effets pervers de ce qu'on appelle l'«économie verte» se font plus cruellement sentir. Cette économie est promue par une industrie du «développement» qui influence fortement les options politiques et économiques s'imposant dans ces pays.

Un cas en Ouganda – dévoilé en novembre 2014 dans un rapport du Oakland Institute intitulé *The Darker Side of Green: Plantation Forestry and Carbon Violence in Uganda* – l'illustre bien. Depuis les années 1990, dans le cadre des politiques néolibérales d'ajustement structurel imposées aux pays endettés de l'Afrique, l'Ouganda a ouvert grand la porte aux investisseurs étrangers en privatisant des terres. Ces privatisations, qui déposent des Ougandais ruraux de leurs territoires ancestraux, sont vues comme étant non seulement un outil de développement économique bénéfique au pays, mais aussi comme la clé de la durabilité environnementale et de la conservation des forêts.

Green Resources, une entreprise norvégienne, joue un rôle très important dans ce processus d'expansion territoriale et économique fait sous couvert d'«économie verte». Elle possède et gère actuellement 41 000 hectares de forêts au Mozambique, en Tanzanie et en Ouganda, auxquels s'ajoutent 300 000 hectares de terres réservées à des projets futurs. Elle travaille à l'atteinte d'objectifs multiples en matière de culture, de récolte et de vente de produits forestiers provenant de plantations gérées de façon dite «responsable». Elle prétend que ses activités contribuent à réduire les changements climatiques tout en étant bénéfiques aux collectivités et à l'environnement, mais qu'en est-il vraiment?

L'entreprise a négocié des ententes de location de terres avec le gouvernement ougandais. Ces ententes lui donnent un accès aux réserves forestières de Bukaleba (9165 hectares en 1996) et de Kachung (2669 hectares en 1999) – deux sites jugés «dégradés» et disponibles pour le reboisement, le boisement et la conservation. Dans le cas de Kachung, le projet de reboisement est reconnu

comme étant un mécanisme de développement propre, ce qui permet à Green Resources de vendre des crédits d'émission de gaz à effet de serre sur le marché du carbone suivant les mécanismes instaurés par le protocole de Kyoto.

Or, la logique de ces mécanismes du marché du carbone ne fait pas de distinction entre une forêt et une simple plantation d'arbres. Pourtant, pour les populations affectées, la forêt est évidemment beaucoup plus précieuse qu'une plantation utilisée comme simple «puits de carbone» ou comme source de bois pour l'exportation. L'expansion de Green Resources dans leur région a signifié, pour les villageois ougandais, la perte de leur accès vital à la terre pour l'élevage du bétail en pâturage ainsi que l'impossibilité de recueillir les ressources forestières dont ils ont besoin pour subsister.

Plusieurs villageois ont montré à l'équipe de recherche du Oakland Institute la pollution des terres et des cours d'eau causée par les produits agrochimiques utilisés dans les plantations forestières de la compagnie, qui entraîne des pertes sur le plan des récoltes et du bétail. De plus, plusieurs personnes expulsées ainsi que celles qui ont tenté de cultiver des terres désormais concédées à Green Resources rapportent avoir été victimes de violences physiques de la part de la police.

Certes, la dépossession du continent africain, notamment par l'extraction de ses ressources et l'exploitation de ses peuples afin de répondre aux besoins de croissance et de développement des pays industrialisés, n'est pas une réalité nouvelle. Mais ce qui rend l'accaparement des terres, la pollution de l'eau et la destruction des forêts de plus en plus abominables réside dans le fait que cette dépossession s'accélère *au nom* de la protection de l'environnement mondial. La production alimentaire et forestière, autrefois sous la responsabilité des populations qui habitaient ces lieux depuis des générations, est maintenant menacée par cette recolonisation opérée par de grandes entreprises qui cherchent essentiellement à pénétrer de nouveaux marchés et par le pillage effectué au nom de l'urgence de résoudre la crise environnementale et climatique globale – une crise dont ces populations africaines ne sont guère responsables. Pour reprendre les mots de Bernard Duterme, du Centre tri-continentale (CETRI), qui dénonce à juste titre toute cette dérive et l'irresponsabilité cupide dont font preuve ceux qui la causent, faudrait-il donc marchandiser la planète pour la sauver?